

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Poitiers, le 22 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Hutchinson SNC

ZI St-Ustre
86220 Ingrandes

Code AIOT : 0007201406

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement Hutchinson SNC implanté ZI St-Ustre 86220 Ingrandes. L'inspection a été annoncée le 05/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale relative à la gestion des périodes de sécheresse. Elle a porté sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Hutchinson SNC
- ZI St-Ustre 86220 Ingrandes
- Code AIOT : 0007201406
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HUTCHINSON, est autorisée par arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2013 à exploiter Zone Industrielle Nord, commune d'Ingrandes-sur-Vienne, un établissement spécialisé dans la fabrication de pièces de carrosserie.

La société a pour activité principale le moulage et la mise en peinture des pièces composites pour l'industrie automobile et ainsi que pour l'industrie aéronautique.

Le site aujourd'hui soumis à enregistrement suite aux évolutions de la nomenclature installations classées a fait l'objet de plusieurs modifications ou extensions d'activité.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L171-7 et L171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Origine des approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 4.1.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
2	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas concerné par les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse.

L'exploitant devra veiller à respecter le volume maximal d'eau prélevé annuellement, ou solliciter de façon justifier la modification de ce seuil.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité
Prescription contrôlée : <i>« Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. »</i>
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les factures faisant état des consommations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 9 387 m³ entre août 2022 et août 2023 ; • 6 419 m³ entre août 2023 et août 2024 ; • 6 853 m³ entre août 2022 et août 2025. L'exploitant n'est donc pas soumis aux dispositions de l'arrêté du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse.

Le site dispose d'un compteur général sur le raccordement au réseau d'Eaux de Vienne, ainsi que plusieurs compteurs au niveau des installations, dont la présence a pu être en partie constatée durant l'inspection (compteur général et compteur des modules 2 et 10).

Outre l'usage sanitaire, l'eau est utilisée pour la filtration d'une cabine peinture ainsi que pour l'appoint du réseau d'eau glacée.

Afin de réduire sa consommation, l'exploitant indique avoir mis en œuvre plusieurs mesures parmi lesquelles :

- la suppression des 2 tours aéroréfrigérantes en 2021/2022, et leur remplacement par des groupes froids ;
- le passage d'une cabine de peinture à un système de filtration par voie sèche ;
- l'acquisition d'une troisième cabine peinture équipée d'une filtration par voie sèche ;
- la mise en place de robinets à détection de présence ;
- la mise en place d'un contrat avec un prestataire pour le remplacement des chasses d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP

Prescription contrôlée :

« L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : (...) »

- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; [...]

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils. »

Constats :

L'exploitant a déclaré des volumes respectifs pour les années 2023 et de 2024 de 8 494 et 7 219 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

« Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal (m3)
			Journalier
Réseau privé eaux industrielles	Société AIGLE	2400	270
Réseau public AEP	Ville de Châtellerault	1000	4

»

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que le point de prélèvement issu du réseau privé des

eaux industrielles provenant de la société Aigle n'existe plus. Le site est actuellement uniquement alimenté par l'eau du réseau public. Comme indiqué ci-avant, la consommation du site est actuellement supérieure à celle prévue par l'arrêté préfectoral encadrant l'activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à respecter le prélèvement maximal tel que prescrit par son arrêté préfectoral d'autorisation.

À défaut, il pourra solliciter une augmentation de ce volume en justifiant, au regard des dernières consommations annuelles, de ses besoins actuels au regard de ses activités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois